

cerises

la coopérative

DÉCOUVREZ
le nouveau site *Cerises*,
la coopérative [ici](#)

Humeur de Cerises

Des autrices du septième art ont décidé de s'organiser pour faire reculer la domination masculine et la misogynie. Enfin un peu de sororité dans la BD ?

BNP Paribas a été condamnée sur l'égalité salariale femmes-hommes un jugement à faire connaître et utiliser !

La marque savoyarde Salomon se lance dans la mode. A défaut de skis, ce sera « fashion ». Faute de neige ?

Stanilas Guerini, ci devant ministre de la Fonction Publique et de sa transformation, a envoyé un courriel aux agents de son ministère. En utilisant leurs adresses personnelles récupérées sur leur messagerie fiscale !!! La CNIL a été saisie de cette forme de « pédagogie ». La transformation, quant à elle....

Agenda militant

7-8 mars

On met le pays à l'arrêt

8 mars

Grève féministe et manifestations

A lire sur la Coopérative de débat

[Iran, commencer une révolution sociale](#)
Christian Mahieux

[Louise Michel, Les Kanaks](#)
Catherine Destom-Bottin

[L'Ukraine et la question de l'autogestion](#)
Patrick Le Tréhondat

De la puissance politique populaire

Le dossier de Cerises la coopérative a bien sûr pour sujet les retraites et la volonté de contre-réforme du gouvernement en dépit de l'avis de la majorité de la population. Nous connaissons les arguments contre l'allongement de la durée du travail, l'injustice de la proposition ou les questions sur la nécessité financière ou pas... tout ceci est abondamment développé dans tous les médias.

Il nous paraît utile et nécessaire de tirer les enseignements de ce moment très particulier de notre vie démocratique. Les 8 organisations syndicales unies en un front du refus, ayant même fait preuve d'imagination sociale comme en atteste cette proposition de mise à l'arrêt du pays, n'en est pas moins réduit au plus petit dénominateur commun qui cache quelques fissures. Et qui, surtout, interroge à nouveau le manque de rapports et de synergies entre le social et le politique.

Entre autres questions, se pose celle de la mise en débat de la désétatisation de la sécurité sociale, de son appropriation et de sa gestion par les travailleurs et travailleuses...

Enfin nous apparaît très grave, en cette période inédite, le discrédit absolu du parlement réduit à un pitoyable jeu de rôle subordonné à de tous autres intérêts et enjeux que ceux du peuple... et plus encore le très profond fossé qui s'est creusé entre les parlementaires et la population qu'ils et elles sont censés représenter. Nous avons abouti à une véritable impasse et à un épuisement du système représentatif.

Mais la vraie question quasiment jamais évoquée est ailleurs: celle de l'ancrage des élus dans la population, de leur rôle et de leurs liens avec les très fortes luttes et mobilisations populaires qui ne soient pas dans un rapport de subordination à leur geste parlementaire. Il n'est qu'à lire les pancartes dans les manifestations pour s'en convaincre. Face à ce magistral échec institutionnel, bien plus qu'une crise : un épuisement d'un système qui échappe à ceux qui s'en croient les protagonistes. Il faut remonter ses manches et se mettre au travail pour redonner une vraie place actrice à la population et non de consultant et qu'elle puisse prendre en main son destin... nous suggérons que l'autogestion, comme mode d'action et de stratégie, est parmi les pistes à explorer, en commençant par la reconnaissance des collectifs et des assemblées générales dans le mouvement et en portant pourquoi pas, l'idée d'un référendum. ●

BÉNÉDICTE
GOUSSAULT



Des fascistes juifs ?



C'est ainsi que les manifestants qui défilent régulièrement à Tel-Aviv et à Jérusalem désignent Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, les dirigeants kahanistes¹ arrivés au pouvoir.

Il est vrai que Ben Gvir a promis de s'en prendre aux Palestiniens bien sûr, mais aussi aux « Juifs déloyaux ». Les déclarations homophobes et antiféministes se multiplient et la « justice » israélienne est sur le point de devenir une chambre d'enregistrement de la Knesset².

Est-ce que ça veut dire que la « démocratie israélienne » est menacée et qu'avant c'était mieux ?

Dans la coalition défaite par Netanyahu, il y a Avigdor Lieberman qui avait déclaré qu'il fallait bombarder le barrage d'Assouan et décapiter les Palestiniens à la hache. Il y a Naftali Bennett qui avait expliqué : « j'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie, je ne vois pas où est le problème ». Il y a Ayelet Shaked : « Les mères palestiniennes doivent être tuées, elles élèvent des serpents ». Et Merav Michaeli, dirigeante « féministe » du parti travailliste : « où qu'ils soient, les membres du Jihad Islamique doivent être anéantis ». Si on remonte plus loin, ce ne sont pas les « fous de Dieu » voulant détruire l'esplanade des mosquées qui ont initié la colonisation, mais les travaillistes³.

Brusquement, une partie de la société israélienne qui n'a jamais bronché sur les vols de terre, les assassinats d'enfants, l'emprisonnement massif, les exécutions extrajudiciaires ou la multiplication des colonies se sent menacée. Elle n'a rien dit quand la Cour Suprême légalisait la « torture raisonnable » et l'expropriation de 1200 villageois de Masafer Yatta⁴. Elle proteste parce que cette même Cour Suprême n'aura plus les moyens de poursuivre Netanyahu pour corruption.

Il n'y a jamais eu de « démocratie » en Israël. Les Palestiniens représentent la moitié de la population. Le sionisme a fragmenté la Palestine en autant de statuts de domination différents. Israël est un État ethnique, un État juif où les non Juifs n'ont aucun droit. Ce scandale est soutenu par les dirigeants occidentaux. Après plusieurs années d'enquête, Amnesty International a abouti à la même conclusion que d'autres associations des Droits de l'Homme⁵ : c'est un État d'apartheid, et l'apartheid s'exerce aussi à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.

Les manifestant.es qui rejettent Netanyahu n'ont pas le choix s'ils/elles veulent aboutir. Ils doivent se battre pour l'égalité des droits et le vivre ensemble. L'apartheid ne se divise pas.

Agressée tous les jours, malgré les morts, malgré les humiliations, malgré le blocus de Gaza, malgré les violences quotidiennes perpétrées par l'armée et les colons, malgré les massacres impunis à Naplouse et Jénine, la Palestine résiste. Elle fait société et croit en l'avenir. La population est de plus en plus persuadée qu'il faudra recourir à la lutte armée.

Battre les fascistes juifs, c'est reconnaître la nature coloniale d'Israël et la combattre aux côtés des victimes.

● PIERRE STAMBUL (UJFP)

1. Dans les années 1980, le rabbin Meir Kahane avait fondé un parti dissous pour racisme et terrorisme. Ses disciples occupent aujourd'hui des postes clés dans la coalition dirigée par Netanyahu.

2. Le Parlement israélien.

3. Le ministre Yigal Allon dès 1967

4. Au sud d'Hébron.

5. Al Haq, B'Tselem, Human Rights Watch ...

Sont-ils vraiment raisonnables de s'enfermer dans l'autoritarisme ?

Trois jours après le conseil de politique nucléaire, tenu à huis clos à l'Élysée le 3 février 2023, le gouvernement décide le démantèlement de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) et d'en fusionner une partie avec l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire). Autrement dit, il décide de la fusion de l'autorité chargée des décisions concernant les installations nucléaires françaises de toutes natures, avec l'instance d'expertise indépendante sous le prétexte de « fluidifier les processus d'examen technique et de prise de décision de l'ASN » en raison du « volume croissant d'activités lié à la relance de la filière nucléaire ».

Il s'agit là d'une nouvelle manifestation de l'autoritarisme du gouvernement : décider en dehors de toute consultation et toute concertation démocratique.

Les réactions négatives, les oppositions à cette décision sont nombreuses et importantes, les syndicats et les personnels qui manifestent, le Conseil d'Administration de l'IRSN, des scientifiques, jusqu'à, la Cour des Comptes qui mettait en garde en 2014...

Cette décision est préoccupante :

- par la méthode : la culture de sûreté, sur laquelle se fonde la sécurité industrielle en particulier la sûreté nucléaire, se caractérise par la transparence, le débat et l'acceptation de la controverse, la circulation de l'information, la culture du doute... Des attributs loin d'être ceux des décisions du gouvernement !
- sur le fond : l'organisation de la sûreté nucléaire française originale et reconnue internationalement, est une composante essentielle de la poursuite de l'exploitation des centrales existantes et de la construction de nouvelles centrales. Or, ce que projette le gouvernement, c'est d'en changer les principes : « Nous souhaitons mettre en place un modèle de gouvernance plus proche de celui qui prévaut dans la plupart des grands pays nucléaires ». Ce qui signifie notamment passer d'une approche déterministe (démontrer que dans les cas les plus pénalisants les systèmes de sauvegarde sont suffisants) à une approche probabiliste (montrer que les probabilités sont inférieures au seuil d'une situation accidentelle) !

Non, il n'est vraiment pas raisonnable d'imposer de telles décisions en dehors du débat contradictoire, de la confrontation des experts, des professionnels et des citoyens, et dans la transparence, des conditions pourtant indispensables à la sûreté !

● OLIVIER FRACHON

Pénuries capitalistes

Depuis deux décennies, le nombre de ruptures de stock des médicaments d'intérêt thérapeutique majeur ne cesse d'augmenter. Il a triplé ces 3 dernières années pour atteindre 3000 molécules, fragilisant dramatiquement le système de santé.

Une des raisons officielles avancées est la mondialisation de la production de médicaments. (80 % des principes actifs vendus en Europe sont fabriqués principalement en Chine et en Inde). La moindre difficulté d'accès aux matières premières compromet la chaîne d'approvisionnement des médicaments.

Fin 2022, le gouvernement envisageait une baisse de prix de certaines molécules génériques. Les fabricants de médicaments soutenus par les syndicats de pharmaciens, s'y opposent fortement, jugeant par ailleurs irréaliste la loi de 2023 de financement de la Sécurité sociale, prévoyant une baisse du budget médicament, au regard des coûts de production en augmentation via le prix des matières premières et de l'énergie. N'est pas mentionné l'explosion des aides publiques accordées aux entreprises pharmaceutiques du CAC 40, ni la mainmise de ces dernières sur les institutions pour imposer les conditions de production et de vente de leurs produits leur garantissant des profits maximum.

Selon Thierry Hulot le président du Leem : « la spécificité française » est de pratiquer « les prix les plus bas d'Europe », faisant le lien entre prix trop bas et pénuries.

Les groupes pharmaceutiques utilisent le chantage vis-à-vis de l'Etat pour satisfaire la demande d'une augmentation de prix des médicaments! Collusion ou reddition l'exécutif a cédé en annonçant qu'il allait autoriser des hausses de prix pour certains génériques essentiels, « en contrepartie d'engagement des industriels » de maintenir leur production dans l'hexagone.

Voilà le cœur du problème, le médicament est pour les entreprises productrices une source de « business » comme une autre. La recherche du profit à court terme prime sur les besoins de santé de la population, plaçant la santé sous le joug du marché.

Il est URGENT de sortir notre système de santé du marché pour en faire un bien commun inaliénable.

● THIERRY BODIN, BERNARD DUBOIS, ELIANE MANDINE





©Ceriseslacooperative.info



Retraites, ouvrons les possibles

Le projet de contre-réforme des retraites du gouvernement est largement contesté.

La mobilisation est là, belle, massive, déterminée.

**Mais comment passer du rejet massif et de la mobilisation sociale à la victoire ?
Comment retrouver de la puissance politique populaire ?**

***Cerises* ouvre le débat.**



©Ceriseslacoperative.info

Concrètement, comment gagner ?

La mobilisation contre le projet de réforme des retraites, par son ampleur et sa diversité, traduit un rejet massif dans le pays de cette réforme, la question devient comment y parvenir ?

Le rapport des forces se construit avec plusieurs journées de grève, une manifestation un samedi, une opposition à l'Assemblée nationale. Mais il se situe aussi autour des représentations mentales. Ce rejet majoritaire ne pourrait-il pas déplacer le centre de gravité de l'affrontement vers une mise en cause plus explicite du système qui le provoque ?

Déjà les slogans, pancartes, traduisent bien plus que le rejet de l'allongement de la durée de travail, ils traduisent aussi le refus qu'une nouvelle fois les salariés paient les profits que se garantissent les actionnaires. « Ne pas mourir au travail pour payer sa retraite », « Retraités ce n'est pas inactifs »... nombreux sont aussi les slogans dénonçant la nature du travail subordonné, ceux soulignant la perte de sens au travail, le décalage entre cette réforme et les enjeux sociaux et écologiques, le rôle que jouent les retraités dans la société... Il y a dans ces expressions multiples bien plus que le seul rejet de l'allongement d'un temps de travail subordonné. Il y a déjà l'expression implicite du rejet du rôle des actionnaires, celui de la seule valorisation économique à travers le marché, et finalement le refus de considérer comme seul travail utile l'activité valorisant le capital.

Permettre l'ouverture d'un véritable échange, de véritables débats autour de l'avenir et des perspectives du vivre ensemble face aux enjeux économiques et sociaux auxquels la société est confrontée, nous semble une des conditions de la victoire.

De la dénonciation à l'expropriation des actionnaires, comment faire ? Faut-il les taxer ? Les obliger à cotiser ? Suffit-il d'augmenter les salaires ? Ou en finir avec les exonérations de cotisations ?

Travail, activité des retraités/es, qui décide de ce qui est utile à la société ?

La Macronie nous dit : nous avons été élus pour mettre en œuvre cette réforme. Le peuple n'a-t-il que la rue ou la grève pour s'exprimer ? Ne faut-il pas exiger un référendum d'initiative populaire ? Ne doit-on pas revendiquer de désétatiser la sécurité sociale ? Et qu'elle soit gérée par les travailleurs eux-mêmes ?

Pour débattre de ces questions, Christian Mahieux, et Daniel Rome explorent les potentialités du mouvement en cours. Patrick Le Tréhondat, Jean-Louis Sagot-Duvaouroux, Pierre Zarka interrogent le rapport retraite/travail/activité. Céline Verzeletti redonne des éléments d'analyse budgétaire et Vincent Drezet propose des pistes pour le financement. Adèle Tellez, Corine Lepage posent la question de la démocratie, dans le mouvement et dans la société. Catherine Destom-Bottin rappelle qu'à l'origine du projet de Croizat était la gestion de notre système de retraite par les salariés/es elles et eux-mêmes. Enfin, Olivier Frachon résume le dernier ouvrage que Bernard Friot met à disposition pour nourrir notre imaginaire post-capitaliste.

Nous reviendrons dans le prochain numéro sur le sujet, car le mouvement est loin d'être fini. Et si le cœur vous en dit, participez au débat en envoyant votre contribution sur le site de Cerises.

● La rédaction

Comment gagner ?

Cette courte contribution s'attache à proposer quelques suites à une petite partie des questions posées. Dans un texte plus long initialement rédigé pour la revue La Révolution prolétarienne, d'autres points sont abordés, sans que cela ne se veuille « recette » ou « directives », seulement quelques réflexions.

Comment gagner ? Il serait fort présomptueux que de prétendre répondre de manière certaine à cette question. Mais quelques points paraissent pouvoir être mis en avant. Aussi énormes soient-elles, les manifestations ne suffiront pas dans le rapport de force qui se joue actuellement. C'est bien « le blocage de l'économie », « le pays à l'arrêt », « la grève généralisée » qui est nécessaire. C'est une des forces de l'intersyndicale nationale que d'avoir mis en place des échanges permettant le respect des différences, y compris dans les mots utilisés, tout en maintenant un front commun sans équivoque quant au but : l'abandon du projet de loi gouvernemental. Certains dénoncent une intersyndicale trop timorée, notamment à cause de la place prise par la CFDT. Tout d'abord, il ne s'agit pas de la place « prise » par la CFDT, mais de sa place réelle de première force syndicale dans le pays. On peut ignorer cette situation pour se simplifier la vie à coup de slogans, ou vouloir la changer par le travail quotidien de renforcement des organisations syndicales aux orientations et pratiques plus combatives. Dans le contexte actuel, il est indéniable que l'existence de l'intersyndicale est une force pour le mouvement ; elle entraîne des masses de personnes qui n'en seraient pas partie prenante sans elle. Et

nous savons qu'un mouvement social qui dure a sa propre dynamique et permet des prises de conscience de l'exploitation capitaliste, des oppressions, de la nécessité de s'organiser en tant que classe sociale, etc.

La perspective, donnée près d'un mois avant, autour des 7 et 8 mars permet de construire la grève dans un maximum d'entreprises et services. La dynamique des manifestations depuis le 19 janvier favorise l'ancrage de la grève dans tout le territoire, pas seulement dans les gros établissements des métropoles. Certes, les faiblesses des Unions locales interprofessionnelles ne seront pas compensées en quelques jours. Mais la période actuelle permet aussi de renforcer ces coordinations syndicales permanentes au plus près du terrain, pour l'avenir. Diffusion de tracts aux portes des entreprises ou dedans, réunions, discussions informelles, etc., l'information aux travailleurs et travailleuses d'un maximum de boîtes est primordiale pour réussir la grève le 7 mars et pouvoir organiser sa reconduction à compter du 8.

Le 8 mars est une journée de luttes pour les droits des femmes. Elle doit le rester, dans le cadre du mouvement en cours. Cela ne s'oppose pas, au contraire, à ce que ce soit le premier jour de reconduction de la grève. La lutte féministe a son autonomie mais il y a là l'opportunité de montrer comment féminisme et lutte des classes s'articulent ; de quoi alimenter de fructueuses discussions en assemblée générale, le 8, dans les entreprises. Les AG, justement, sont une des clefs de la réussite. Pour que le maximum



©Ceriseslacooperative.info

de salarié-es y prennent part et s'y expriment, elles doivent être organisées au plus près des services, là où on se retrouve entre collègues. Les « AG » de villes, les « AG » interprofessionnelles, peuvent être utiles pour consolider la grève ... mais il faut déjà organiser celle-ci dans les entreprises avant de vouloir la coordonner. Dernier point de ce trop court panorama : comme le montrent de nombreuses pancartes et banderoles dans les manifestations, la période est propice aux discussions débouchant sur la remise en cause des profits confisqués par une minorité, à partir du travail du plus grand nombre, sur la mise en exergue des besoins de communs donc sur la contestation de la propriété des moyens de production, sur la démocratie qui n'est sans doute pas le théâtre parlementaire, sur la réappropriation de nos retraites, que financent nos seules cotisations, donc en excluant État et patrons de leur gestion...

● Christian Mahieux

**Les AG,
sont une des clefs
de la réussite**

Un mouvement social d'ampleur et prometteur !

« La politique est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde. »
Paul Valéry

Le dernier trimestre 2022 a été marqué par des grèves importantes dans différents secteurs pour une augmentation conséquente des salaires alors que l'inflation avoisinait les 7% et que les dividendes des actionnaires du CAC 40 connaissaient une explosion sans commune mesure.

Le début de l'année 2023 est marqué par un mouvement social de grande ampleur qui traverse tout le pays et l'ensemble des catégories sociales (salariés et retraités). A plusieurs reprises, plus de 2 millions de personnes se sont retrouvées dans les rues et un grand nombre ont fait grève pour exprimer leur rejet de la pseudo réforme des retraites. Les enquêtes d'opinion montrent que près de 80% de la population ne veut pas d'une réforme qui va réduire considérablement leur pension de retraite en repoussant l'âge de départ.

Une remarque : il est très dommageable que les syndicats - et particulièrement la CGT - aient abandonné depuis long-

temps le combat pour empêcher l'étatisation de la Sécu. Dès le vote de la loi Croizat, la droite, le patronat et le milieu financiers et souvent avec l'appui de la social-démocratie n'ont eu de cesse de remettre en cause cette avancée majeure pour le monde du travail et pour le bien-être collectif. Il est temps de faire renaître l'idée que la Sécu doit appuyer ses ressources sur les cotisations sociales et qu'elle soit gérée par les travailleurs et non par l'État et qu'il faut en finir avec les « allègements de charge » qui sont contre-productifs.

Ce qui nous semble aussi intéressant est que ce mouvement social cristallise, au-delà des questions économiques qui apparaissent accessoires, une remise en cause de la logique néolibérale autour du travail, du sens du travail, des conditions de travail et des méthodes managériales mortifères. Ce mouvement pointe aussi la durée du travail tout au long de la vie, la santé au travail, et aussi la question de notre temps libre qui n'appartient pas aux capitalistes. Ce mouvement pose avec force la redéfinition de la protection sociale.

Pour l'instant c'est encore confus dans les têtes, car le pilonnage médiatique et politique est très fort. Cependant ici et là commence à surgir la remise en cause du travail subordonné qui ancre dans les tables de la loi le pouvoir tout puis-

sant des forces d'argent contre celles et ceux qui produisent les richesses. L'idée grandit dans la population que nous voulons prendre notre destin en main, définir ce qui doit être produit et dans quelles conditions, relier production, protection de l'environnement et avenir de la planète. Dans les manifestations s'est exprimé un rejet plus ou moins explicite des actionnaires qui apparaissent pour ce qu'ils sont : des prédateurs. Nous constatons au travers des différents mouvements sociaux à travers le monde un rejet du modèle néolibéral et nous retrouvons partout le même schéma à l'œuvre : affirmation d'une soi-disant légitimité démocratique quand plus de 50% de la population ne participe plus aux scrutins, remise en cause des libertés publiques, passage en force pour faire voter les lois et renforcement des forces répressives.

Ce mouvement est un bras de fer avec les forces du capital et leurs alliés. La difficulté est de construire avec l'ensemble de la population un projet politique alternatif. Les moments comme ceux que nous vivons sont propices aux échanges, à la confrontation d'idées pour penser l'alternative, à la condition que les partis de gauche repensent leur logiciel stratégique et commencent à admettre la souveraineté du peuple dans des assemblées délibératives.

● Daniel Rome

Ce mouvement est un bras de fer avec les forces du capital et leurs alliés



©Ceriseslacooperative.info

Retraite contre travail ?

Paradoxalement, la contre-réforme des retraites (qui fixe la fin du travail salarié) a ouvert un débat sur le travail. Les plus jeunes accusent : « mes parents sont cassés, ils n'iront pas jusqu'à 64 ans ». Et Olivier Besancenot d'expliquer sur le plateau de BFM-TV, alors qu'on l'interroge sur les retraites, la conception marxiste du travail aliéné, sans qu'aucun des présents ne s'en offusque.

Nous avons déjà noté dans les colonnes de *Cerises*¹, au moment de la vague de « grande démission » qui avait touché les États-Unis puis la France, que la relation du salariat au travail s'était modifiée. Nouvelles exigences et critique du sens et de l'organisation du travail étaient au cœur de cette « désertion » massive. Les mobilisations actuelles en France ne démentent pas cet « esprit critique » que les organisations syndicales, chacune à leur manière, reprennent à leur compte. Il est donc probable que cette question du « travail » restera dans les années à venir un enjeu de débat pour le mouvement social qui retrouve une nouvelle confiance dans ses capacités de mobilisation (et donc de gagner), notamment grâce à une unité syndicale retrouvée. Cette unité syndicale a permis à un profond mouvement populaire d'éclorre. De nombreux observateurs se sont in-

quiétés des fortes mobilisations dans les « sous-préfectures » et autres villes moyennes, témoins de l'enracinement du refus de la contre-réforme mais aussi d'exigences.

Cette nouvelle puissance sociale s'organise autour d'un front du refus, ce qui en fait sa force et sa faiblesse. Sa force, car elle surmonte des clivages qui divisent et montre aux yeux de tous ce que l'unité permet de faire, après tant de reculs. Sa faiblesse, car elle s'empêche,

La défense du statu quo est une impasse pour l'avenir

par nécessité de l'unité, de se réunir sur la construction d'un projet alternatif commun en raison de divergences qui subsistent. Un projet alternatif à la gestion actuelle des caisses de retraite et de leur financement est pourtant nécessaire, tant il est vrai que la défense du statu quo est une impasse pour l'avenir. Si l'on peut comprendre que, dans le mouvement de la bataille actuelle, l'heure n'est pas aux discussions qui seront par nature contradictoires, oublier qu'il est

impératif de s'y coller constitue un handicap à moyen ou long terme.

Quelques remarques sur ce sujet. Regardant mes fiches de paie, je me suis toujours étonné qu'une colonne des prélèvements sociaux soit appelée « cotisations patronales » puisqu'elle imputait mon salaire brut, qui me revenait et finançait mon salaire indirect. La réunion en une seule colonne dite « cotisations sociales du salarié » serait certes symbolique mais ouvrirait une autre porte : la gestion des caisses de retraite par les salariés eux-mêmes et leurs organisations. Que des cotisants gèrent leurs institutions, sans ingérence extérieure, notamment étatique, tombe sous le sens. C'est vrai de l'association des boulistes au coin de ma rue. À ce titre, les exonérations de cotisations au profit des patrons qui assèchent les caisses de retraite ne seraient plus possibles - ou seraient du moins plus difficiles - car elles toucheraient clairement les garanties sociales du salarié et leur financement et au bout du compte directement au salaire « global » du travailleur. Enfin, face au capharnaüm que vit l'Assemblée nationale, qui est aussi un terrain d'affrontement politique important, je m'interroge : c'est quoi, une politique réellement à gauche dans les institutions parlementaires ? Ce que j'y vois n'y ressemble pas.

● Patrick Le Tréhondat

1. [On se bat, on se barre](#)

Temps d'activité : rompre la laisse du marché

L'imaginaire marchand a vampirisé le discours politique, aujourd'hui obnubilé par le « pouvoir d'achat » et la « valeur travail ». Nos cerveaux en sont sévèrement infectés : Le temps, c'est de l'argent - Tout ce qui est rare est cher - Tu vaux quoi, toi, sur le marché du travail ? - Comment me vendre au meilleur prix ?

Il y a des racines à ça. L'histoire a montré qu'il était très lucratif de mettre la personne humaine sur le marché. L'esclavage en est la forme la plus aboutie. Il a longtemps imposé sa « rationalité ». Mais chez les déportés africains vendus sur les marchés d'Amérique naît d'emblée le puissant refus de ce statut proprement inhumain. La mélodie du blues qui naît des champs de coton dit à toutes, à tous : je suis une personne inaliénable, tu peux tout faire de moi, me vendre, me battre, me violer, me torturer, me tuer, mais tu ne peux pas m'empêcher de chanter mon humanité, de la faire entendre. Ces voix ont aujourd'hui porté sur tous les cantons de la planète. Affirmation d'humanité, révoltes, convergence avec des mouvements émancipateurs nés d'autres espaces de la société humaine : l'esclavage est finalement aboli. Les lois garantissent l'inaliénabilité de la personne humaine. Cependant, son activité, ses compétences, son temps restent une marchandise potentielle. Salarier.

En 1865, dans *Salaires, prix profit*, Karl Marx ouvre la perspective d'une désaliénation intégrale de notre activité. Il écrit : « Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », (les syndicats) doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ». Jusqu'en 1969, et avant de l'effacer, la CGT met en tête de ses statuts la « dissolution du salariat et du patronat ». C'était il y a longtemps !

Mettre à bas la dictature de la cupidité capitaliste sur l'activité humaine

Pourtant, de considérables avancées, placées sous l'invocation de la « réduction du temps de travail » qu'il serait plus juste de nommer « augmentation du temps de libre activité », se sont inscrites dans la réalité. On part de loin. Au milieu du XIXe siècle, le salariat ouvrier commence à l'âge 8 ans, la journée de travail est de 15 à 17 heures, sans repos hebdomadaire, sans congés, sans retraite. Aujourd'hui, sans que la société s'écroule, on a su mettre en place la semaine de 35 heures, les 5 semaines de congés payés, la retraite à 60 ans, à quoi s'ajoute le droit du travail qui limite la part aliénée des personnes salariées, par exemple l'interdiction du harcèlement sexuel (j'ai vendu mon temps d'activité, pas mes fesses !). Ce sont des étapes très importantes et très appréciées de cette évolution, qui croisent un usage non-capitaliste de l'augmentation de la productivité et le refus d'assujettir nos existences aux « lois du marché ». Temps humain. Temps gratuit. Temps sans prix. Pour une part en tout cas. La semaine de 12 heures et la retraite à 50 ans ? Pensable ? Pas sans mettre à bas la dictature de la cupidité capitaliste sur l'activité humaine.

Et si on réfléchissait à la perspective d'une alternative où la vénalisation de notre activité ne serait plus qu'une exception, qu'une « corvée » techniquement nécessaire remplaçant le marché et l'argent à la place que lui assigne le dicton populaire : « Bon esclave, mauvais maître » ? Si nous inscrivions notre opposition à l'augmentation de l'âge légal de la retraite dans un projet vraiment alternatif, vraiment humanisant, non seulement le besoin de repos, qui fait partie de l'enjeu, mais notre émancipation des rapports marchands qui évaluent nos vies sur l'échelle quantitative de « l'équivalent général » ? Renversement de la dictature de l'argent sur l'activité humaine ? Communisme ?

● Jean-Louis Sagot-Duvaurois

Bernard Friot nous invite à « prendre le pouvoir sur nos retraites »

Convergence des luttes, alliance, « Tous ensemble », articulation des combats sociaux, etc., on ne compte plus les expressions tendant à rendre compte de la nécessité ressentie de dépasser la fragmentation des mouvements sociaux confrontés pourtant à un même système global de domination. Les luttes de classe, féministes, syndicales, antiracistes, anti-impérialistes, etc., se juxtaposent en s'ignorant pour le mieux, se concurrencent ou s'opposent pour le pire.

Slogans et pancartes soulignent le refus de travailler encore plus longtemps pour enrichir les actionnaires, l'impact du travail sur les corps et les esprits, le refus de perdre sa vie à la gagner. Des slogans qui traduisent un refus du travail tel qu'imposé par le capital. Dans son dernier ouvrage, Bernard Friot nous invite à sortir du cadre dans lequel nous enferment les débats qui envahissent la médiasphère sur le financement des retraites, à sortir de la « pensée religieuse capitaliste » instaurant le salaire comme contrepartie du travail, pour regarder la retraite comme un « déjà là communiste » libérant le travail et les humains de la domination de la bourgeoisie.

D'après lui, si les classes dominantes s'obstinent depuis des décennies à des contre-réformes sur les retraites, ce n'est pas pour contester le partage de la plus-value entre capital et travail, « conflit sévère mais contradiction non antagonique », parce que ne remettant « pas en cause l'existence de la classe dirigeante qui impose sa définition et sa pratique du travail ». Faire du conflit sur la retraite un conflit antagonique demande de la considérer comme « un conquis du salaire de la libre activité

à généraliser à tous les majeurs, pour ôter à la bourgeoisie son pouvoir sur le travail, et donc sur l'argent ».

Et d'après lui, c'est parce que les batailles précédentes ont été menées sur le terrain des « réformateurs » de la retraite de Croizat qu'elles ont été perdues. L'enjeu ne réside pas entre capitalisation ou répartition (la capitalisation est marginale dans la plupart des pays), ni dans la répartition de la plus-value dans son financement, ni encore dans la durée de cotisation versus niveau de pension, mais dans la conception même de la retraite : salaire continué des travailleurs ou salaire différé en fonction des cotisations versées au cours de la carrière professionnelle (contributivité). Et de proposer de prolonger le geste de Croizat supprimant le lien entre niveau de la pension et somme des cotisations en ramenant la pension à 100 % du salaire net des 6 meilleurs mois sans condition de carrière. « Seul le travailleur étant producteur de la valeur, son salaire ne doit être conditionné par aucun préalable en matière de production de valeur ».

La lecture de ce manifeste est stimu-



lante car, d'accord ou non avec Bernard Friot, les débats qu'il ouvre sur le salaire - à la tâche ou attaché à la personne, préalable ou conséquence de la création de valeur - ou sa proposition de retraite à 50 ans pour commencer à libérer le travail de la subordination constituent des pistes pour imaginer le dépassement du capitalisme.

● Olivier Frachon

Et maintenant ?

Les journées d'action sont massives et dépassent la seule addition des forces syndicales. Le fait que des hommes politiques de droite, comme François Bayrou, demandent la taxation des superdividendes ou que des familles parmi les plus riches proposent la taxation des méga-fortunes lors du forum de Davos dit que lorsque le vent souffle fort d'en bas, ça tangue en haut. On l'a vu à propos du vote devenu majoritaire à l'Assemblée nationale sur la renationalisation d'EDF où le PS, dont on connaît la faible dose d'anticapitalisme, a été conduit à bouger. Le groupe macroniste a préféré quitter l'hémicycle, révélant ainsi une formidable crise du système dit représentatif.

Les manifs et journées d'action regroupent de plus en plus de motivations : santé, salaires, coûts ahurissants de l'énergie, égalité femmes-hommes, dérèglements climatiques : toutes se heurtent au même obstacle et commencent à chercher des solutions alternatives. Ce mouvement ne peut-il pas déplacer le centre de gravité de l'affrontement vers une mise en cause plus explicite du système qui le provoque ? Est-il normal que seul le travail participe financièrement à la protection sociale ? Les revenus financiers du capital sont de fait exonérés de toute contribution. Les actionnaires du CAC 40 vont se répartir plus de 150 milliards net. C'est une ma-

nière *légitime* de taper dans la caisse de la collectivité. Le gouvernement a écrit noir sur blanc dans le programme de stabilité 2022-2027 que le but réel de sa réforme était de compenser la suppression des cotisations des grandes entreprises sur la valeur ajoutée. On touche à la conception de la société : est-il acceptable que les milliardaires ne contribuent pas à ce qui est vital ? Les un/es travaillent et produisent, les autres ramassent. Derrière cette question, il y a aussi celle de qui a le pouvoir de décider du sort de toutes et tous. Étrange discours sur la démocratie : le gouvernement reconnaît que les $\frac{3}{4}$ des gens s'opposent au projet « *MAIS lui, il a été démocratiquement élu, et ce sont les gens qui ne comprennent rien !* »

« Je ne veux pas gâcher ma vie à la gagner » peut-on lire sur des pancartes. Cela nous ramène à la rengaine de la « valeur travail ». Lorsque des enseignant/es s'occupent d'enfants en bas âge, c'est reconnu comme une activité sociale. Mais lorsque des grands parents s'occupent des mêmes, cela ne le serait plus ? Les entretiens d'embauche portent surtout sur ce que les personnes ont acquis comme expérience hors emploi et hors formation technique - ce que le patronat appelle si élégamment les

« compétences ». Quant à ce qui fait la richesse d'une société, ne confondons pas activité utile et emploi. Les activités des retraité/es disent combien est bénéfique pour toute la société l'allongement du temps passé en retraite et en bonne santé. D'où la retraite à 60 ans.

Afin de mutualiser et de sanctuariser les moyens pour répondre aux besoins de chacun/e on doit sortir la Sécu du budget de l'État (comme c'était le cas avant 1996) et en venir à une cogestion démocratique de représentant/es de cotisant/es.

Pour barrer la route au projet gouvernemental, réclamons notre droit à la parole politique. Ne faut-il pas mener campagne pour réclamer un référendum ? Comme étape de combat permettant le passage de toutes et tous à l'expression politique. La démocratie et l'expression politique ne doivent pas être réservées aux parlementaires. Ces $\frac{3}{4}$ de la population doivent être considéré/e s comme actrices et acteurs politiques ayant accès à une expression qui ait force de loi. Nous ne sommes pas citoyen/nes que le temps d'une élection. La démocratie c'est l'exercice du pouvoir par le peuple.

● Pierre Zarka

La démocratie et l'expression politique ne doivent pas être réservées aux parlementaires





© Ceriseslacoopérative.info

Un choix de société

La réforme des retraites est une réforme politique qui s'appuie sur des choix de société qui n'ont pas été débattus et encore moins validés par la population.

Notre système par répartition est budgétairement solide et assuré à 78% par les cotisations sociales. 16,9 millions de retraités/es perçoivent un droit direct et le taux de pauvreté des seniors à la retraite est de 7% contre 14% pour la population. 2021 et 2022 sont 2 années où le système des retraites a été excédentaire.

Notre système par répartition est budgétairement solide

En revanche ce sont 332 milliards d'euros qui échappent au capital. Voilà certainement une des grandes préoccupations du gouvernement : récupérer cette somme pour les tenants des grandes richesses.

De plus, les projections du COR (Conseil d'Orientation des Retraites), qui prévoient l'éventuel futur déficit, se basent sur la continuité des politiques austéritaires :

- ✓ Baisse des ressources de cotisations dans la fonction publique ;
- ✓ Stagnation du taux d'emploi des femmes ;
- ✓ Stabilité du partage de la richesse produite entre le capital et le travail ;
- ✓ Politique salariale identique à celle menée depuis des décennies....

Cette réforme s'appuie bien sur un choix de société et est donc une question politique et citoyenne.

Le gouvernement ne peut pas refuser les débats en se cachant derrière une présumée légitimité par rapport aux dernières élections présidentielles. Les questions de fond n'ont pas été débattues. Par exemple, à la CGT nous pensons qu'il faut s'affranchir de l'hypothèse systématique d'une stabilité du partage de la richesse produite et des gains entre le capital et le travail.

Le sujet de la répartition de la richesse est bien un débat politique et citoyen qui mérite qu'on y consacre une attention particulière. Quelle part consacrer à la protection sociale ? Débat automatiquement évacué par le gouvernement.

Ensuite, sujet très important aussi est celui de s'entendre sur ce que doit être le temps de retraite. Est-ce un temps de vie en bonne santé ou seulement l'antichambre de la mort ou celles et ceux qui pourraient y prétendre seraient celles et ceux qui n'auraient plus les capacités de travailler ? Serions-nous condamnés/es à être réduits seulement à des forces de travail exploitables au bénéfice d'un système capitaliste toujours en quête de toujours plus de profits ?

Il est temps d'exiger du progrès et de la justice sociale et de ne plus subir les diktats de nos gouvernants. Seules les mobilisations, les grèves massives et reconductibles auront raison des régressions sociales.

Il nous appartient aujourd'hui de contrer cette réforme et d'imposer d'autres choix comme le plein emploi, des services publics de qualité, une réindustrialisation programmée pour répondre aux différents besoins sociaux et aux exigences environnementales, une autre répartition des richesses et une fiscalité juste mettant à contribution toutes les richesses.

La réduction du temps de travail a caractérisé historiquement le progrès social. Une retraite à 60 ans voire plus tôt pour celles et ceux qui exercent des métiers pénibles, des pensions élevées, le main-



tien des régimes pionniers dits « spéciaux », sont possibles et finançables.

A nous de construire le rapport de forces à même d'inverser les choix politiques

qui doivent être guidés par l'intérêt général et non par une infime minorité des tenants du pouvoir et du capital.

● Céline Verzeletti, CGT



© Cerisesla.cooperative.info

Financer les pensions de retraite

Le gouvernement a tenté de justifier sa réforme des retraites en invoquant ses besoins de financement, sans pour autant augmenter les prélèvements obligatoires. C'est selon lui ce qui justifierait de repousser l'âge légal de départ à la retraite et d'allonger la durée de cotisation afin de bénéficier d'une pension de retraite à taux plein. Le financement est donc une question centrale, d'autant plus qu'il est de plus en plus complexe du fait des transferts financiers entre l'État et la Sécurité sociale.

Financer les systèmes de retraite est possible

Pour rendre cohérentes les propositions qui nourrissent le débat, il importe de définir les lignes de fond des systèmes de retraite (1) pour que les propositions s'inscrivent dans le cadre fixé (2).

1/ Quelle architecture du financement ?

Les prestations de la branche vieillesse de la Sécurité sociale sont essentiellement contributives. Mais l'État y participe cependant pour compenser les allègements de cotisations sociales qu'il a lui-même décidé d'instaurer. Les impôts

viennent ainsi nourrir le financement du système par répartition, et financent également les régimes de retraite des fonctionnaires. Il alloue par ailleurs des subventions d'équilibre de l'État aux régimes spéciaux de retraite de la SNCF, de la RATP, des mines, des marins et des transferts provenant de la branche famille et du fonds de solidarité vieillesse en vue du financement de droits et de prestations de retraite à caractère non contributif.

En toute logique, s'agissant de la branche vieillesse, les pensions de retraite néces-

sitent un financement par des cotisations sociales prélevées sur les revenus du travail. L'État pour sa part, doit continuer de financer les pensions de retraite qui lui incombent, celles des fonctionnaires notamment, tout en assurant le financement des prestations non contributives comme le minimum vieillesse.

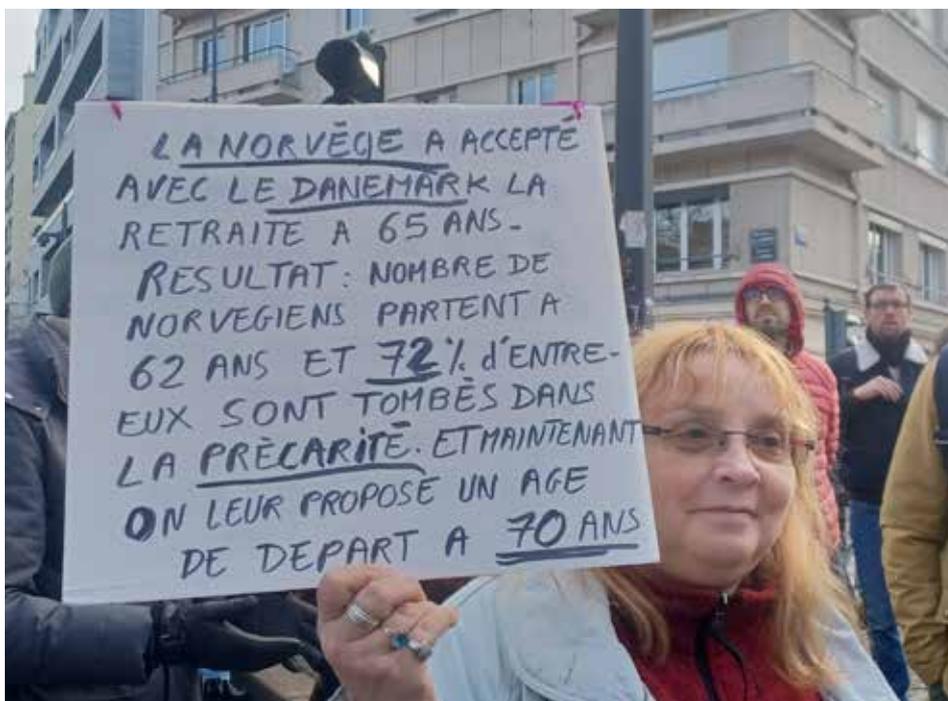
2/ Quelles mesures ?

Le financement des prestations contributives¹ doit reposer sur les cotisations. Pour cela, on peut procéder à une hausse des cotisations et revenir sur les allègements de cotisations sociales. Les « niches sociales » représentent en effet un manque à gagner de 84 milliards d'euros, dont 18,39 milliards pour la branche vieillesse². Revenir sur ces niches est nécessaire : outre le manque à gagner qu'elles engendrent, elles n'ont pas produit les effets escomptés sur l'emploi et créent des trappes à bas salaires.

L'impôt doit, pour sa part, continuer de financer les prestations à caractère universel versées par le fonds de solidarité vieillesse ainsi que les pensions de retraite des fonctionnaires par exemple. Ceci justifie de mettre à contribution

¹. Une prestation contributive est versée à condition d'avoir cotisé. Une prestation à caractère universel est versée sans condition de revenu.

². Observatoire de la justice fiscale, « 200 milliards d'euros de niches fiscales et sociales, pour quelle efficacité ? », 28 janvier 2022.



© Ceriseslacoperative.info

toutes les richesses dans le cadre d'une réforme fiscale globale et d'une lutte résolue contre l'évasion fiscale. Ajoutons que pour certaines prestations (indemnités journalières, pensions d'invalidité, retraites...), il existe un plafond de la Sécurité sociale qui confère un caractère dégressif aux cotisations concernées³ et qui mériterait d'être remis en cause.

³. Réévalué chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'évolution des salaires (pour 2023, il est fixé à 3 666).

Tout cela doit s'accompagner d'une revalorisation des salaires, d'une stricte égalité salariale entre femmes et hommes et d'une réduction des inégalités de revenus. Financer les systèmes de retraite est possible. Reste posée la question de la volonté politique.

● Vincent Drezet
Porte-parole d'Attac



© Ceriseslacooperative.info

Démocratie mon amour

« La démocratie ce n'est pas la rue, c'est les urnes » c'est ce que disait Manuel Vals en 2016 pendant les manifestations contre la Loi Travail. Nous avons élu un gouvernement et c'était en notre nom qu'il agissait pour sauver notre système de protection, au besoin contre notre volonté.

Derrière cette phrase assassine et condescendante, on comprend au contraire très bien les dérives de notre démocratie qui en se nommant représentative au 18^{ème} siècle, confisque définitivement le débat et le pouvoir, effaçant le Démos du peuple pour ne faire exister que le Kratos du pouvoir. Et la représentativité devenant l'apanage d'une aristocratie électorale non représentative, il ne nous restait que la rue pour choisir notre destin collectif.

Lors des manifestations contre la réforme des retraites à point en 2019, Macron réutilise cette phrase, tronquée de sa seconde partie « La démocratie, ce n'est pas la rue ». On comprenait alors aisément qu'au vu de son résultat électoral, il ne pouvait même plus se targuer des urnes qui ne lui avaient pas donné mandat. Qu'à cela ne tienne, il s'inven-

terait une mission divine, guidée par la main invisible...des actionnaires.

La démocratie, déchu de son qualificatif de représentativité, devient au contraire un symbole de la rue, du pavé rebattu, du rapport de force, de la joie militante. Une lutte des classes que les vendeurs du néolibéralisme auraient voulu voir dépassée au profit de la stupide et simpliste méritocratie célébrant les destins personnels et s'incarnant dans la dégueulasse expression du « Quand on veut, on peut » alors qu'il s'agit surtout de l'exact inverse...Quand on peut, on veut. Une lutte des classes qui, depuis #me too, Black lives matter et les différentes libérations de la parole, s'articule enfin avec le sexisme, le racisme, le validisme, la transphobie, et les différents rapports de domination qui se répandent sur la toile et dans

la rue. L'intersectionnalité remplace la convergence.

Et la rue redevient un espace démocratique où le peuple fait corps. On s'y retrouve d'abord avec peur et appréhension, le souvenir de la violence contre les gilets jaunes en tête, celle que les quartiers connaissent depuis longtemps. Puis avec étonnement de se retrouver là ensemble, si nombreux. Mais aussi en colère de revivre sans cesse la même séquence depuis 1995, déçu.es d'en être toujours à lutter « contre » sans espoir d'un désir « pour » et parfois même fatalistes... « ça va passer quand même ».

Qu'il est dur pour des corps déjà violentés, maltraités, exploités par un emploi dont l'utilité sociale et écologique et le salaire disent l'état de ce monde,

La rue redevient un espace démocratique où le peuple fait corps

de vivre dans un même moment un espoir de changement et l'assurance de ne pas y parvenir. Que s'est-il passé pour que si nombreux.ses dans la rue, nous

n'y croyions déjà presque plus ? Pour que nous rêvions plus d'autres mondes possibles ? Quelle bataille avons-nous perdue ? « Nous sommes foutu.es et la Terre aussi » ?

C'est la guerre des récits. Ils performant un monde sans alternative au capitalisme qui ne tient plus que par la peur, la violence et le mensonge. Réinventer un récit. Écrire notre histoire.

Quand le gouvernement montre du doigt un déficit temporaire des retraites de 12 milliards (sur un budget global de 350) alors que la fraude fiscale est estimée à 80 milliards...cherchez l'actionnaire. Faisons un geste pour la planète, supprimons les dividendes ! On comprend surtout que cette caisse est au contraire très bien gérée, et que sous la fumée néolibérale existe une utopie déjà là : la sécurité sociale et ses caisses, dont celle des retraites.

Créée par les salarié.es et gérée par la CGT, la sécurité sociale voit le jour sous l'impulsion du Conseil National de la Résistance. Ambroise Croizat, alors ministre du travail en 1945 réalise un monde enviable, une reprise en main de notre destin collectif. C'est ce « déjà là » qu'il nous faut tenir, dont il faut révéler la puissance du modèle pour aller plus loin encore et en faire un mot d'ordre de mobilisation.

C'est ce que porte Bernard Friot, économiste et sociologue ainsi que le réseau salariat quand ils nomment au travers du « Salaire à vie », l'enjeu de la réforme des retraites.

Si, pour le capitalisme, la retraite est un salaire différé, mérité après de longues années de travail et de cotisations, ce n'est pas comme ça qu'il fut pensé à sa création. Le geste révolutionnaire de Croizat fut d'en faire un salaire continué, hors de l'emploi, une qualification à la personne jusqu'à la mort.

C'est ce « déjà là » communiste qu'il faut réhabiliter et pousser plus loin en se mobilisant pour étendre le salaire des retraités à tou-te-s et supprimer la condition d'activité, de carrière pour le versement d'un salaire. Car nous sommes les créateurs de valeur ! En reprenant le pouvoir sur le travail, en réclamant un salaire à vie lié à notre personne et obtenu à partir de 18 ans, nous pouvons ainsi choisir ce que nous produisons et dans quelles conditions. C'est une réelle rupture écologique.

Et dans ce modèle, le salaire à vie s'accompagne de deux autres droits, la propriété d'usage de l'outil de travail par les salarié.es et la participation aux décisions politiques de tous niveaux. Le retour du Démon, ou quand la rue et les urnes se rencontrent.

● **Corinne Lepage**, éducatrice populaire, membre de Réseau Salarial



Pour une démocratie sociale et directe

La profondeur du mouvement sur les retraites de l'hiver 2023 nous enseigne déjà une chose, alors que ces lignes sont écrites dans le temps suspendu entre le 16 février et le 7 mars, entre la première et la deuxième phase du mouvement, ou du moins ce que l'on construit actuellement pour être une deuxième phase.

Cet enseignement nous vient des petites villes : les manifestations massives dans les métropoles n'ont pu cacher que partout, dans les préfetures et les sous-préfetures, dans les villes que l'on appelle petites, la population s'est mobilisée dans de larges proportions. Ces villes des territoires ruraux et délaissés, avec des services publics réduits à peaux de chagrin, qui ont été remises sur le devant de la scène des luttes pendant le mouvement des Gilets Jaunes. Et qui ont été souvent accusées d'être les premières pourvoyeuses de voix pour l'extrême-droite. C'est pourtant bien dans ces villes que l'on observe la profondeur du mouvement pour sauver notre système de retraite. La politisation en cours dans ces manifestations, au contact des organisations syndicales unies, est un outil puissant de lutte contre les idées d'extrême-droite.

Cette démocratie « de celles et ceux qui font tourner le pays » est la base d'un projet de société égalitaire.

La profondeur de ce mouvement, à même de repousser (de freiner ?) cette lame de fond de la progression des idées d'extrême-droite, qui paraît pourtant inarrêtable, dépasse la question du montant des pensions et de l'âge de départ.

Elle parle d'abord d'une colère. Elle parle de l'appauvrissement généralisé, de l'augmentation des inégalités, de la casse des services publics. Elle parle de l'injustice criante de la répartition des richesses.

Cette colère légitime, il est de la responsabilité des organisations du mouvement social de lui proposer un débouché. Pour cela, deux questions sont centrales. Celle de la démocratie dans le mouvement, et celle du projet de société.

La question de la démocratie peut se résoudre de manière relativement rapide : il faut des Assemblées générales de grévistes, partout, qui décident des modalités et de la reconduite de la grève. Ceci permet à chacune et chacun de s'approprier la grève, de se politiser, et de profiter de ce dont la « démocratie représentative » nous prive : du débat et de la décision collective qui engage chacune et chacun. Mais cela serait un peu court, alors que les restructurations du capitalisme ont démolé les collectifs du travail. Recours accru à la sous-traitance, ouvertures à la concurrence, contractualisation dans le public, recours accru aux contrats courts et à l'auto-entrepreneuriat, généralisation du télétravail... Autant

d'éléments qui forment des embûches à cette démocratie ouvrière. Mais qui implique également que seuls les travailleuses et les travailleurs eux-mêmes sont à même de définir leurs propres modalités d'exercice de cette démocratie directe, accompagnés en cela par des organisations syndicales qui ont engrangé au cours des dernières années, et dans des luttes sectorielles, de réelles expériences dans ce domaine.

La question du projet de société, quant à elle, est intimement liée à celle de la démocratie, puisque cette démocratie « de celles et ceux qui font tourner le pays » est la base d'un projet de société égalitaire. C'est bien dans l'échange entre grévistes d'une même boîte, de boîtes voisines, de secteurs professionnels différents et complémentaires dans le système de production de biens et de services, entre habitant-es d'un même quartier qu'émergent les bases d'une autre société. C'est dans la confrontation des situations particulières que l'idée d'un intérêt commun se dessine, cassant les barrières du corporatisme. Pour qu'il ne soit pas dessiné par une minorité de personnes, bien ou mal intentionnés, mais par une majorité, en mesure de se l'approprier, le retour à la démocratie sociale et directe est indispensable. Elle est seule à même de donner suffisamment de confiance à notre classe sociale pour remettre en cause profondément le capitalisme.

● Adèle, syndicaliste CGT

Nous sommes la sécu !

La Sécurité Sociale, tout juste 77 ans, en a vu des réformateurs, des rénovateurs et autres Thomas Diafoirus qui, de sa naissance à nos jours, n'ont eu de cesse que de la placer sous tutelle capitaliste. Par ces temps de menace de destruction de la retraite, et en même temps d'immense rébellion populaire, il est temps de parer les coups et donc de reprendre maintenant ce qui est à nous !

Le communiste ministre du travail Ambroise Croizat n'invente pas la Sécurité Sociale. A l'époque les lois d'assurances sociales comportent entre autre le remboursement partiel des soins pratiqués par la médecine de ville, l'obligation de cotisation des travailleurs et des employeurs, une gestion des caisses non étatique. Les travailleurs indépendants, artisans et agriculteurs en sont exclus. Conventionné ou pas, le médecin impose librement à ses patients les tarifs de son choix. Les remboursements ne dépassent pas 40% du prix payé par les malades.

Ce que fait Croizat c'est d'inventer une Sécurité Sociale qui appartienne aux travailleurs et aux travailleuses. Cette

Sécurité Sociale met en place un régime général de couverture sociale qui est alimenté par la valeur issue du travail de la génération en activité. Elle est ainsi à l'abri notamment des turbulences spéculatives. Et plus fort encore, il en confie la gestion aux travailleurs eux-mêmes. La Sécurité Sociale de Croizat - à savoir les allocations familiales, l'assurance-maladie, les retraites et la couverture des accidents du travail du régime général - a la hardiesse de faire quelque chose de « renversant » : la collecte des cotisations, un pactole, ne dépend ni de l'État ni du patronat, mais d'une caisse gérée par les travailleurs via des représentants syndicaux élus.

Élire aujourd'hui des représentants - voire des délégués - des cotisants, est-ce une hardiesse insensée ou une impérieuse nécessité ?

Notons que les gouvernements ont en permanence agi pour limiter la capacité d'intervention des cotisants, allongeant de 3 jusqu'à 7 ans la durée des mandats des représentants au conseil d'administration. Cela a facilité le délitement du scrutin qui prend fin en 1962. Cet étouffement de l'intervention populaire fait en 1967 le lit des ordonnances du ministre gaulliste Jeanneney. Elles inaugurent l'entrée à 50 % des représentants patronaux dans les conseils d'administration de la Sécurité Sociale. Jusqu'alors, ils ne pesaient que 25%.

Jusqu'en 1983, il n'y aura pas de « vote pour la Sécu ». La gauche rétablit la tenue d'élections sociales pour un mandat de six ans, qui sera le dernier. Intervient

Reprendre maintenant ce qui est à nous !

alors la réforme de 1996 qui renforce le pouvoir administratif puisqu'elle élargit les conseils d'administration à des personnalités qualifiées nommées par l'État.

La Sécurité Sociale est une conquête qui, dès sa naissance, a été contestée par les puissants. Ils perdaient là comme une garantie de précarité fondamentale, celle qui fait courber les échine. En étatisant par étapes successives la Sécurité Sociale, les pouvoirs ont à la fois facilité son accès au capital mais ont aussi contribué à créer de la distance entre elle et la population.

C'est un combat que les cotisants de la Sécurité Sociale en redeviennent les propriétaires. « Redevenir » est peut être trompeur. Il s'agit d'une ambition d'aujourd'hui, donc gérée par les délégué-e-s des cotisants à cette tâche. Elles et ils peuvent être évidemment des syndicalistes, mais la désétatisation de la Sécurité Sociale implique qu'elle soit, quant à sa gouvernance, à l'heure des audaces et des formes de lutte, de rassemblement et d'action qu'empruntent aujourd'hui les femmes, les hommes, et la jeunesse de ce pays.

● Catherine Destom Bottin



La mémoire du futur - Chili 2019-2022



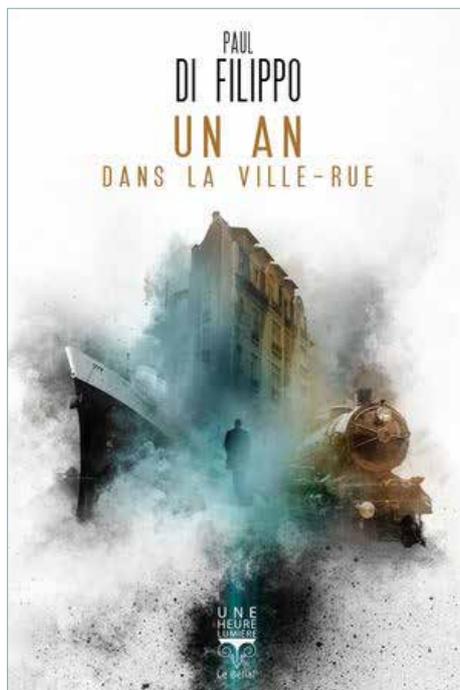
Pierre Dardot, spécialiste du néolibéralisme a publié de nombreux ouvrages notamment « La nouvelle raison du monde » pour aider à comprendre les fondements du néolibéralisme. Il signe un nouveau livre sur l'expérience chilienne.

Rappelons que le Chili a été le laboratoire du néolibéralisme après le coup d'État de Pinochet. Cette expérience de transformation en profondeur de l'État et des politiques publiques a ensuite été mise en œuvre au début des années 80 aux USA et au Royaume-Uni. Nous affirmons ici que les deux mandats d'Emmanuel Macron s'inscrivent dans cette démarche déjà à l'œuvre sous Sarkozy et Hollande. 2019 a été marquée au Chili par d'intenses mouvements sociaux et une colère grandissante envers les politiques néolibérales qui ont eu pour effet d'appauvrir une grande partie de la population. L'auteur analyse ce mécontentement populaire à partir des rapports ancestraux et conflictuels avec l'État des communautés mapuches mais aussi l'émergence des mouvements féministes ou les révoltes étudiantes. Ce mouvement populaire très puissant a conduit à élire une assemblée constituante pour tourner définitivement la page Pinochet et promouvoir la plurinationalité. Cependant les chiliens ont rejeté la nouvelle constitution et aux élections présidentielles la Gauche a gagné de justesse face à un candidat pinochetiste. La conclusion du livre pose des questions qui intéressent particulièrement les lecteurs de Cerises : une démocratie délibérative et conflictuelle.

● Daniel Rome

La mémoire du futur, Chili 2019-2022, Pierre Dardot, Éditions Lux, Mars 2023, 304 pages, 20 euros

Un an dans la ville-rue



Dans cette sorte de cosmos-roman, s'image une froideur de l'utopie bureaucratique comme bien des présentations d'aménagement, vous en envoi un frisson dans le dos. « Clean », rangé à souhait, balisé par des représentations d'un autre monde qui ressemble à s'y méprendre à un imaginaire mécanique. Les blocs y font des kilomètres. Bordée par le Fleuve et les Voies -ferrées-, des humains y circulent entre précarités et fantasmes secs.

Écriture surprenante, intrigue à contre-pied, ce petit roman original nous envoi au-delà du 10.394.850° Bloc... Le moindre écart peut faire catastrophe, inverser toute une rêverie, devenue impossible. La froide odeur des chiffres.... Là, où « le paysage psychique de la Ville n'est pas seulement plus vaste que ce qu'on imaginait ; il est plus vaste que ce qu'on pouvait imaginer ».

De cette poésie (un peu) fraîche, émerge de l'humain.e pour réchauffer le quotidien. Et la tendresse, b..... !

● Patrick Vassallo

Un an dans la ville-rue, Paul di Filippo, Le Bélier, 2022, 128 pages, 9,90 euros

« Accélérons la résonance ! »



Après nous avoir livré « la résonance, une sociologie de la relation au monde », le sociologue allemand, qui s'est révélé pour sa critique acérée de l'accélération et d'une désincarnation du monde, s'entretient ici avec Nathanaël Wallenhorst dans un manifeste qui pointe quelques-unes de ses propositions.

Les analyses de Hartmut Rosa défendent une sociologie qui ne fraie ni avec le politique ni avec l'économie, mais développe une étude indépendante, engagée cependant. Sa critique du capitalisme rentier et spéculatif est sans appel.

S'il nous incite à émerger du tourbillon du toujours plus, toujours plus vite, Hartmut Rosa appelle surtout à écouter le monde et à réinventer un paradigme qui concorde avec l'humanité et renoue des liens de durabilité, comme on dit aujourd'hui, et de coopération positive entre humains et non-humains. Au-delà d'une nouvelle donne avec la Nature, un autre monde.

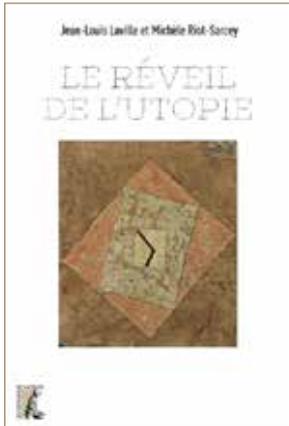
Un petit livre fort lisible, décapant, qui donne envie d'en découvrir plus. Ou de revisiter une œuvre novatrice et déjà fort riche.

● Patrick Vassallo

« Accélérons la résonance », Hartmut Rosa, Le pommier, 2022, 63 pages, 3,5 euros.

Résonance, Une sociologie de la relation au monde, Rosa Hartmut, La Découverte, 2018 [2016, traduit de l'allemand par Sacha Zilberfarb et Sarah Raquillet], 536 pages, 28 euros

Le réveil de l'utopie



Parfois, quand on finit un livre, on retrouve la niaque, grâce à ces intellectuels qui analysent le déjà-là à l'œuvre dans les luttes, alors que les médias mainstream

essaient de nous convaincre qu'il n'y a pas d'issue autre que le néolibéralisme. Je veux parler de Jean Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey qui dans leur livre « le réveil de l'utopie » analysent le réel avec lucidité, ce nouveau monde en gestation pour reprendre le titre du premier chapitre. Partant des différents mouvements sociaux à travers le monde dans la dernière période, l'ouvrage scrute la mise en mouvement des gens qui refusent la résignation, que ce soit à propos du dérèglement climatique ou de la démocratie vidée de son sens comme en Algérie ou au Liban. Un peu partout dans le monde et en France avec les Gilets Jaunes surgissent des pratiques émancipatrices. Les auteurs nous invitent à les entendre. La démocratie réelle est à construire dans l'entreprise dans le quartier. La démocratie est à inventer car il n'existe aucun modèle. L'utopie c'est ce qu'ont commencé à construire les Gilets Jaunes, les occupants de Notre Dame des Landes, les mexicains au Chiapas ou encore les algériens, les chiliens, et toutes celles et ceux qui ont occupé les places, espace public, lieu par excellence pour se retrouver, agir et penser l'utopie.

« Ne demande jamais ton chemin à quelqu'un qui le connaît, car tu ne pourrais pas t'égarer ! »

● Daniel Rome

Le réveil de l'utopie, Jean Louis Laville et Michèle Riot-Sarcey, Éditions de l'Atelier, Février 2020, 142 pages, 13,90 euros

Les petits-fils nègres de Vercingétorix



« Les petits-fils nègres de Vercingétorix » d'Alain Mabanckou évoque la terrible guerre qui a durablement meurtri le Congo. Il en fait un pays fictif, le Viétongo. Le pays est déchiré par cette guerre civile

qui oppose les populations du sud à celles du nord. Elles se haïssent depuis toujours !

Le coup d'État du général Edou, nordiste a écarté le président sudiste. L'ancien Premier ministre Vercingétorix, chef rebelle sudiste, installe la terreur à l'aide de la milice qu'il a créée « les petits-fils nègres de Vercingétorix ». Exactions, enlèvements, terreur des habitants nordistes vivant au sud, il reconquerra le pouvoir.

Le roman d'Alain Mabanckou est une suite de cahiers rédigés par la nordiste Hortense Iloki dans sa traversée du pays en guerre. Elle y relève les violences, les haines et les atrocités qui martyrisent le Viétongo. Cette œuvre examine la destruction du couple Hortense et Kimbembé. Le conflit politique interne détruit ce couple heureux et « mixte », elle du Nord, et lui du Sud.

Alain Mabanckou ne manque pas de faire entendre le soubassement colonial qui a durablement brutalisé les sociétés africaines. Il use pour cela d'un masquage intentionnellement peu efficace : le Viétongo rapproche deux noms majeurs de la conquête coloniale, Pointe Rouge fait entendre Pointe Noire capitale du Congo où le corail rouge fut l'une des monnaies du commerce esclavagiste.

● Catherine Destom Bottin

Les petits-fils nègres de Vercingétorix, Alain Mabanckou, Éditions Points, Août 2006, 250 pages, 6,90 euros

« Le temps des féminismes »



Michelle Perrot, historienne et féministe répond aux questions d'un de ses étudiants, Eduardo Castillo chilien et féministe. L'écriture est simple, directe, synthétique et très accessible.

Elle retrace à la fois sa propre « ego histoire » et l'histoire du féminisme tout en insistant sur la distinction essentielle entre l'historienne qui témoigne, et la féministe qui agit. Comme beaucoup de femmes de sa génération, c'est Simone de Beauvoir qui l'a fait devenir femme et féministe. On perçoit comment l'histoire permet de comprendre le présent, le temps, les évolutions et la société.

Les femmes ont-elles une histoire ? Elle est encore à écrire et à sortir de l'ombre parce qu'elles n'ont longtemps pas eu la parole, ni l'écriture, ni la visibilité. Leur histoire est en effet celle d'un système de domination. Si les anthropologues le considèrent comme un invariant, les historiens s'intéressent au changement à la conquête.

Michèle Perrot note judicieusement comment le féminisme se loge dans les brèches et les failles du pouvoir et notamment dans les révolutions.

Toutes les grandes questions sont abordées : le corps, l'avortement et la contraception, le privé et le public, le politique et le religieux, le voile. Il faut, dit l'historienne, admettre la différence et laisser du temps au temps. Elle analyse que le mouvement est passé de l'individuel au collectif, et que l'universalisme fait débat. Elle tient, enfin à définir le féminisme comme un mouvement politique et de pensée critique plutôt que de revendication.

● Bénédicte Goussault

« Le temps des féminismes », Michelle Perrot, Éditions Grasset, Janvier 2023, 208 pages, 20 euros



©Ceriseslacooperative.info

Vers une culture des communs : Un tour de France pour la transition ?

La crise de la Covid et ses confinements n'a fait qu'aggraver le malaise des « milieux culturels », amplifier la crise de « la culture » et raviver interrogations et difficultés. Les GAFAM, les plateformes, etc. mettent en grand danger le spectacle vivant autant que la rémunération des artistes. Deux structures, avec l'appui du ministère, de la fondation Crédit coopératif et l'ONDA ont mené depuis 2018-2019 [un tour de France](#) conçu comme une recherche-action.

Le diagnostic qui en est issu croise des constats, sur lesquels *Cerises la coopérative* s'est exprimé à plusieurs reprises. Il interroge vivement une politique culturelle qui « renouerait avec les enjeux premiers d'une politique publique de la culture : L'émancipation individuelle et collective, au sens où l'Éducation populaire l'a posée après-guerre ». L'enquête conduite a exploré des espaces sociaux et culturels qui se réclament de cette émancipation et ébauchent des scénarii de changement.

Une première présentation, le 8 février, à la Maison des métaux a affiché complet.

Comment redéfinir la culture ? De qui, quoi, parle-t-on ? Quelle pluralité, quelles diversités, « polysémiques, hétérotopiques », transculturelles ?

De toute évidence, nous aurions tort de laisser ce débat à d'autres. Le fossé reste profond entre les classes populaires et une certaine culture « officielle » même affichant son souci des quartiers. La domination masculine sur les directions d'équipements, publics ou privés et la « gauloiserie » de bien des programmations restent prégnantes.

De cette étude et de ses suites, peut-on après les premières ébauches du collectif « culture commune » espérer un débat plus large et quelques décisions concrètes ? Pour une vraie culture des communs ?

● **Patrick Vassallo**

Culture des communs : le débat est ouvert !

La vaste recherche-action « vers une culture des communs » est utile à plus d'un titre à tous ceux et toutes celles qui pensent la vie culturelle comme une arme de construction massive. Fortement impactée par la crise sanitaire, cette enquête a du s'étirer dans le temps. Entamée en 2018, [la présentation publique du rapport](#) a eu lieu en février 2023 à la Maison de Métallos. On peut dire que le monde culturel a traversé durant ces 5 années une période plus que complexe et dont les conséquences sont encore difficiles à évaluer. C'est sans doute ce décalage temporel entre l'étude et la parution du rapport qui crée un certain nombre de dissonances. En lisant ces pages, nous sentons aussi des débats à poursuivre pour tenter de faire bouger les lignes. Le sens de cette recherche-action étant de "secouer le cocotier", jouons le jeu et prenons la balle au bond.

Le « commun » est ici défini d'abord par un « gouvernement » (par opposition à une « gouvernance ») qui sait faire vivre le dissensus. Cette approche est stimulante à plus d'un titre car il est aujourd'hui symptomatique de construire un projet en commençant par bâtir un « consensus ». Cette tendance à l'unanimité est d'abord le fruit d'une contrainte économique. Les projets culturels doivent rassembler des collectivités et l'État autour d'un projet qui sache répondre à l'ensemble de leurs objectifs. Il faut « plaire » à tout le monde. De même, l'élargissement du public étant un objectif mainte fois ressassé, la fréquentation devient l'alpha et l'oméga de l'évaluation au risque de transformer les projets culturels de territoires en « offre culturelle » répondant à la « demande » des publics.

Le dissensus est ici une approche saine pour assumer la diversité et la radicalité de certaines propositions. Il permet de sortir de « l'expertise » pour accepter de prendre le risque de mettre tout le monde (public

**Accepter de prendre
le risque de mettre
tout le monde
(public compris)
autour de la table
de la coconstruction
de nos vies culturelles**

compris) autour de la table de la co-construction de nos vies culturelles. Il serait par ailleurs stimulant de révolutionner le lien entre structures culturelles et financements publics. Les « appels d'offres », la fin des aides au fonctionnement, les méthodes d'évaluations sont autant d'évolutions qui demandent à être combattues ou à tout le moins questionnées.

Cette recherche-action sur la « culture des communs » a pour vocation de remettre le secteur culturel en réflexion sur le sens de ces actions. Il provoque chez nous ces quelques questionnements.

Cette étude semble être globalement assez éloignée de la logique de conflictualité qui traverse la société. Il n'est pas ici question de luttes de classes ou de dominations masculine ou raciale. Pourtant lorsqu'on se questionne sur le fonctionnement de la vie culturelle et qu'on parle de « nouveau récit », il apparaît assez étonnant de ne pas se saisir des luttes qui se trament autour du monde culturel. « Qui sont les artistes et à qui s'adressent-ils ? Qui sont les responsables d'équipements culturels et pour qui et quoi travaillent-ils ? » sont autant de questions qui semblent utiles à une deuxième étape de cette recherche. Les pratiques culturelles sont des pratiques de classes. Il se joue un conflit autour des histoires qui sont racontées et en quoi elles peuvent avoir un impact sur la réalité. La culture n'est pas un domaine comme un autre qui pourrait en passant à une « économie sociale et solidaire » produire une bifurcation qui serait suffisante. Elle est articulée à une société en mouvement qui combat autant la paupérisation de la

population, les dominations en tout genre que l'urgence climatique. Tout ceci reste bien-souvent au milieu du gué, et malgré la nécessaire dénonciation des Gafam dans la construction des imaginaires, nous aimerions pouvoir articuler cette émergence de la « culture des communs » et les luttes pour des émancipations individuelles et collectives.

Le document final « Vers une culture des communs » contourne sans la nommer la différence fondamentale entre numérique et art vivant mais aussi entre art et culture. Le spectacle vivant a ceci de particulier qu'il permet une rencontre sensible et en commun entre une proposition artistique et les publics. Le théâtre, la danse, la musique n'existent réellement que par cette rencontre à la fois ancestrale et toujours contemporaine.

Il se joue de l'art et de la culture dans les propositions numériques. Le foisonnement de créativité qui accompagne le développement de nouveaux supports, leur capacité à offrir des espaces de création au plus grand nombre, la réinvention de nouveaux modes narratifs (podcasts, séries, réseaux sociaux...), tout ceci est à présent l'endroit où se forge nos « cultures » à la fois communes et individualisées. Il est nécessaire de mettre en œuvre une analyse fine des enjeux du secteur numérique et notamment de son extrême marchandisation. L'art vivant a ses propres enjeux et en France, en particulier, il a partie liée avec la République et les collectivités locales. Il a aussi cette caractéristique importante d'avoir des coûts de productions qui ne réduisent pas avec



le temps (il faut depuis Molière le même temps pour « monter » un spectacle) et une « rentabilité » économique forcément anecdotique.

Il y a aussi une volonté assumée de parler « culture » plutôt que de parler « art ». C'est un choix cohérent dans la démarche générale de cette étude. La création artistique est une source de contradictions pour ceux et celles qui souhaitent bâtir du commun. Alors que l'on peut aisément revendiquer la concertation et la coopération dans le pilotage de la vie culturelle, l'écriture d'un spectacle n'est pas un espace de démocratie ou un « commun ». De même, il faudrait inventer un nouveau paradigme de l'économie de la culture pour sortir de cette relation marchande entre les artistes et les responsables de lieux culturels. La liberté de création et la mise en commun ouvre nécessairement à des débats éthiques qu'il faudra bien finir par affronter pour pouvoir penser un monde libéré du marché et des différentes dominations.



L'extrême précarité de pans entiers de la vie culturelle française est le fruit de choix politiques. Ces choix font porter sur les artistes et technicien-ne-s du spectacle les réductions budgétaires et les ajustements en tout genre. Aller ensemble vers « une culture des communs » nécessite de contester d'une part les trop faibles budgets alloués à la vie artistique et culturelle et d'autre part de révolutionner leur répartition. Les Lieux intermédiaires et indépendants, les compagnies, les associations culturelles dans les quartiers et les territoires déploient une imagination et une capacité à « faire culture commune » admirable. Cette partie immergée de l'iceberg culturelle existe avec des budgets réduits à peau de chagrin. Ils sont pourtant le déjà-là de ce commun à défendre et développer. Si les collectivités, l'État et les entreprises font trop souvent le choix d'une culture consumériste ou bourgeoise et lui allouent la plupart de leurs budgets, ce n'est évidemment pas un hasard. Leur quête de rentabilité mais aussi leur volonté de construire une société atomisée où les solidarités et l'intelligence collective reculent, sont les boussoles d'un pouvoir capitaliste qui fait des choix « culturels ».

La culture des communs ne peut s'étendre sans affronter les pouvoirs en place et les dominations qui structurent notre société. S'il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme, c'est aussi car certains ont plus à perdre que d'autres... Les enjeux culturels sont des enjeux politiques. Il n'y a pas de raccourci possible. Mettre en commun la possibilité de créer des œuvres, de raconter des histoires, d'inventer des récits, c'est permettre au plus grand nombre d'avoir des clefs artisanales et concrètes pour prendre la parole et ainsi le pouvoir sur sa propre existence. C'est aussi faire vivre partout des foyers de vie artistique, autonomes et en lien avec le réel, des espaces qui ont les moyens de cette ambition et la force de ne devenir ni un outil étatique ni un lieu de consommation culturelle. Finalement réfléchir à une culture des communs nous oblige à penser une révolution profonde dans notre manière de faire vivre notre relation à l'art et à nos contemporains.



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

● Laurent Eyraud-Chaume